

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/C/W/76/Add.8**

29 septembre 1997

(97-4049)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais/français/espagnol

## RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LES MEMBRES, CONCERNANT TOUS LES SYSTEMES D'ENREGISTREMENT DES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES QU'ILS ONT MIS EN PLACE

### Communication des Communautés européennes et de leurs Etats membres

#### Addendum

A sa réunion du 27 février 1997, le Conseil des ADPIC est convenu d'entreprendre des travaux préliminaires sur les questions en rapport avec les négociations prévues à l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC en procédant à une collecte de renseignements. A cet égard, le Conseil a invité les Membres à fournir des renseignements sur tous les systèmes d'enregistrement des indications géographiques qu'ils ont mis en place. Il est fait référence au paragraphe 73 du document IP/C/M/12.

Le présent document reproduit les renseignements reçus des Communautés européennes et de leurs Etats membres, dans une communication de leur Mission permanente datée du 17 septembre 1997.

---

Pour faire suite aux conclusions du Conseil de l'Accord ADPIC du 27 février 1997, les Membres de l'OMC trouveront ci-joint les informations sur les systèmes de notification et d'enregistrement des indications géographiques en droit communautaire. La législation communautaire en matière d'indications géographiques est d'origine agricole; c'est pourquoi elle s'applique presque exclusivement aux produits agricoles et agro-alimentaires figurant à l'annexe II du Traité de Rome, parmi lesquels il y a lieu de faire une distinction entre les boissons alcoolisées et les autres produits agro-alimentaires.

## **LISTES DES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES DANS LE SECTEUR DES VINS ET SPIRITUEUX**

Pour les boissons alcoolisées, la reconnaissance, le contrôle et la protection des indications géographiques y compris les appellations d'origine relèvent des législations des Etats membres, voire des entités régionales, dans le cadre des critères définis par la législation communautaire. La Commission est en train de réunir des informations sur les systèmes d'enregistrement existant dans les Etats membres de la Communauté. La synthèse de ces informations fera l'objet d'une communication ultérieure aux Membres.

Une liste des indications géographiques pour des vins originaires des Etats membres de la Communauté européenne figure dans la partie A de l'annexe II de l'accord entre la Communauté et l'Australie sur le commerce des vins de 1994.

Depuis, cette liste a fait l'objet d'une mise à jour en grande partie publiée au J.O. C 344 du 15 novembre 1996. Cette publication renvoie aux actes réglementaires pris par les Etats membres pour reconnaître ces indications géographiques.

En ce qui concerne les spiritueux et les autres boissons à base de vins, les listes de dénominations géographiques se trouvent respectivement à l'annexe II du règlement 1576/89 établissant les règles générales relatives à la définition, désignation et présentation des boissons spiritueuses, et à l'annexe II du règlement 1601/91 relatif à la définition, désignation et présentation des vins aromatisés, des boissons aromatisées à base de vins et des cocktails aromatisés de produits vitivinicoles. L'article 1 du Règlement (CEE) n° 1576/89 comprend également un certain nombre de dénominations protégées dans la Communauté. Ces règlements ont déjà été notifiés aux Membres de l'OMC.

On doit ajouter à ces listes les dénominations protégées en vertu d'accords entre la Communauté et des pays tiers dans le secteur des vins et dans le secteur des spiritueux.

## **SYSTEMES D'ENREGISTREMENT PREVUS PAR LE REGLEMENT (CEE) N° 2081/92**

Pour les produits agro-alimentaires autres que les vins et les spiritueux, le Règlement (CEE) n° 2081/92 offre deux procédures d'enregistrement. La première est dite normale: elle est toujours d'application et comporte une possibilité d'opposition. La seconde a permis aux Etats membres de faire protéger au niveau communautaire les indications géographiques déjà reconnues ou consacrées par l'usage sur leur territoire.

### **Procédure normale d'enregistrement (articles 5, 6 et 7)**

- La demande d'enregistrement élaborée par un groupement de producteurs doit **justifier** que la dénomination à protéger répond bien aux définitions prévues à l'article 2 (appellation d'origine protégée ou indication géographique protégée) et fournir les éléments du cahier des charges (article 4).
- La demande est **envoyée à l'autorité nationale** compétente de l'Etat membre où le groupement est établi qui doit effectuer un premier examen du dossier et, le cas échéant, le transmettre à la Commission.
- La **Commission**, après avoir **vérifié** que tous les éléments requis par le règlement sont présents et conformes au règlement, procède à une **première publication** au JOCE contenant les principaux éléments de la demande d'enregistrement. Cette publication confère un droit d'**opposition** à toute personne légitimement concernée. L'opposition doit être motivée et elle ne peut porter que sur certains motifs.<sup>1</sup> Ces actions doivent être effectuées dans les six mois suivant la publication au JOCE.

La Commission peut proposer au Comité de Réglementation de ne pas publier la dénomination si elle parvient à la conclusion que la dénomination ne réunit pas les conditions requises.

---

<sup>1</sup> Pour être recevable, toute déclaration d'opposition doit:

- soit démontrer l'absence des conditions visées à l'article 2;
- soit démontrer que l'enregistrement du nom proposé porterait préjudice à l'existence d'une dénomination totalement ou partiellement homonyme, ou d'une marque, ou à l'existence des produits qui se trouvent légalement sur le marché depuis au moins cinq ans précédant la date de première publication;
- soit préciser les éléments permettant de conclure au caractère générique du nom dont l'enregistrement est demandé.

- Si **aucune opposition** ne parvient à la Commission, il est procédé à l'enregistrement de la dénomination concernée qui fait l'objet d'une deuxième publication au JOCE.
- Si des **oppositions sont transmises** par les Etats membres à la Commission, celle-ci invite les Etats concernés à trouver un accord. Dans le cas où un accord intervient sans modification de la demande d'enregistrement initiale, il est procédé à l'enregistrement de la dénomination. S'il y a des modifications, une publication au JOCE s'impose qui donne, à nouveau, le droit d'opposition. Dans l'hypothèse où un accord n'intervient pas, la Commission peut proposer une solution au Comité de Réglementation où tous les Etats membres sont représentés.

#### **Procédure spéciale d'enregistrement (article 17)**

Cette disposition a donné la possibilité aux Etats membres, dans un délai de six mois après l'entrée en vigueur du règlement, le 26 juillet 1993, de demander l'enregistrement des dénominations déjà protégées ou consacrées par l'usage dans leurs territoires. Parmi ces dénominations, uniquement celles qui sont conformes aux articles 2 et 4 du règlement sont enregistrées. La procédure d'opposition ne s'applique pas; mais dans ce cas, l'avis de tous les Etats membres est demandé afin de pouvoir procéder à l'enregistrement d'une dénomination géographique.

**ANNEXE**

**REFERENCES DES PUBLICATIONS DES LISTES D'INDICATIONS  
GEOGRAPHIQUES RECONNUES ET PROTEGEES  
DANS LA COMMUNAUTE**

**Listes des indications géographiques pour des vins**

- Listes figurant dans la partie A de l'annexe II de l'accord entre la Communauté et l'Australie sur le commerce des vins (J.O. L 86 du 31 mars 1994).

**Mise à jour<sup>2</sup>:**

- Listes prévues à l'article 1, paragraphe 3, du règlement 823/87 sur les vins de qualité produits dans des régions déterminées, publiées sous le n° 96/C 344/07, J.O. C 344 du 15 novembre 1996.
- Liste de vins de table désignés à l'aide d'une indication géographique conformément à l'article 2(3) (i) du règlement 2392/89 sur la désignation et la présentation des vins et moûts de raisin, publiée sous le n° 96/C 344/08, J.O. C 344 du 15 novembre 1996.

**Listes d'indications géographiques pour des vins de pays tiers protégées en vertu d'accords avec la Communauté**

- Partie "B" de chacune des annexes des accords entre la Communauté européenne et, respectivement, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie (Décisions du Conseil n° 93/722/CE, 93/724/CE, 93/726/CE, J.O. L 337 du 31 décembre 1993).
- Partie "B" de l'annexe II de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Australie (Décision du Conseil n° 94/184/CE, J.O. L 86 du 31 mars 1994).

**LISTES DE DENOMINATIONS PROTEGEES POUR D'AUTRES BOISSONS ALCOOLISEES**

- Spiritueux: article 1 et annexe II du Règlement (CEE) n° 1576/89 établissant les règles générales relatives à la définition, désignation et présentation des boissons spiritueuses (J.O. L 160 du 29 mai 1989).
- Vins aromatisés: annexe II du Règlement (CEE) n° 1601/91 relatif à la définition, désignation et présentation des vins aromatisés, des boissons aromatisées à base de vins et des cocktails aromatisés de produits vitivinicoles (J.O. L 149 du 14 juin 1991).

---

<sup>2</sup>En ce qui concerne l'Allemagne, cette publication doit être complétée des noms figurant dans la liste publiée au J.O. de la République fédérale n° G 1990 A du 23 mai 1996 qui reprend l'ensemble des indications géographiques reconnues de cet Etat membre. En ce qui concerne l'Autriche, la liste publiée au J.O. C 344 doit être complétée des noms de "Grosslage", communes, parties de commune, vignobles ou parcelles. En ce qui concerne l'Italie, il existe une liste plus récente que celle publiée au J.O. C 344. Les mises à jour correspondantes seront publiées et communiquées ultérieurement aux Membres.

**Listes de dénominations protégées en vertu d'accords de reconnaissance mutuelle entre la Communauté et des pays tiers**

- Paragraphes "A" et "B" de l'accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant la reconnaissance mutuelle de certaines boissons spiritueuses (Décision du Conseil n° 94/357/CE, J.O. n° L 157/36 du 24 juin 1994).
- Annexes I et II de l'accord entre la Communauté européenne et les Etats-Unis mexicains concernant la reconnaissance mutuelle et la protection des dénominations dans le secteur des boissons spiritueuses (Décision du Conseil n° 97/361/CE, J.O. n° L 152/15 du 11 juin 1997).

**LISTES DES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES ENREGISTREES POUR LES AUTRES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES:**

- Règlement (CE) n° 2400/96 de la Commission du 17 décembre 1996 relatif à l'inscription de certaines dénominations dans le "Registre des appellations d'origine protégées et indications géographiques protégées", prévu au Règlement (CEE) n° 2081/92 (J.O. n° L 327 du 18 décembre 1996, p. 11).
- Règlement (CE) n° 1107/96 de la Commission du 12 juin 1996 relatif à l'enregistrement des indications géographiques et des appellations d'origine au titre de la procédure prévue à l'article 17 du Règlement (CEE) n° 2081/92 (dite "première liste") (J.O. n° L 148 du 21 juin 1996).
- Règlement (CE) n° 1263/96 de la Commission du 1er juillet 1996 complétant l'annexe du Règlement (CE) n° 1107/96 (dite "deuxième liste") (J.O. n° L 163 du 2 juillet 1996).
- Règlement (CE) n° 123/97 de la Commission du 23 janvier 1997 complétant l'annexe du Règlement (CE) n° 1107/96 (dite "troisième liste") (J.O. n° L 22 du 24 janvier 1997).
- Règlement (CE) n° 1065/97 de la Commission du 12 juin 1997 complétant l'annexe du Règlement (CE) n° 1107/96 (dite "quatrième liste") (J.O. n° L 156 du 13 juin 1997).